

22 juillet 2020, par Sophie Chatenet

## **Le Massif central a de solides arguments à faire valoir**

**Pour répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire et d'alimentation durable, le modèle agricole du Massif central a une longueur d'avance, selon les professionnels de la Copamac-Sidam, à condition qu'il bénéficie d'une Pac ambitieuse.**



De gauche à droite : Patrick Escure, Christine Valentin, Patrick Bénézit et Léa Geneix, directrice du Sidam. - © SC

Être force de proposition au niveau du Massif central autour d'une feuille de route partagée par les départements de cette grande région. Telle est l'ambition du livre blanc de l'agriculture du Massif central, imaginé pour la première fois en 2008, puis réactualisé au gré des différentes échéances de réforme de la PAC. L'actuelle réforme de la politique agricole commune qui devrait rentrer dans sa phase de négociation à l'automne, les récentes conclusions de la convention citoyenne sur le climat, et la grande conférence européenne sur la souveraineté alimentaire annoncée par le Gouvernement pour la rentrée prochaine...sont autant de rendez-vous stratégiques qui pointent tous dans une même direction : maintenir les capacités de production de la France et de l'Europe, et valoriser les systèmes agricoles familiaux et résilients à l'origine de nombreux services rendus à l'environnement. Les agriculteurs du Massif central veulent profiter de « cet alignement des planètes » pour dire et redire à quel point leur modèle est vertueux. « La communication sur nos positions est engagée auprès des députés, des sénateurs et auprès des élus européens. Elle doit désormais s'intensifier », estiment Christine Valentin et Patrick Bénézit, le duo à la

tête du Sidam et de la Copamac. Pour eux, le premier préalable indispensable c'est d'obtenir un budget de la Pac ambitieux, comprenez, a minima au moins équivalent en euros courants à la précédente période. Ensuite, les professionnels défendent quatre axes stratégiques : soutenir les prix ; compenser les écarts et reconnaître l'existant ; garantir la sécurité des exploitations ; et enfin installer et investir.